

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 Rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 29/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS ETS BOIX et CIE

3 rue du Toural
12210 Laguiole

Références : 12-CARMIN-2024-19
Code AIOT : 0006800033

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement SAS ETS BOIX et CIE implanté Roc de la Liberté 12420 Cantoin. L'inspection a été annoncée le 22/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS ETS BOIX et CIE
- Roc de la Liberté 12420 Cantoin
- Code AIOT : 0006800033

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière visitée est une carrière de basalte dont l'autorisation a été renouvelée en 2017. Elle est autorisée pour un tonnage moyen de 120 000T par an. La production depuis la crise sanitaire s'élève aux environs de 70 000T annuelle. Cette carrière possède une installation de traitement.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 04/12/2017, article CE 4	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Extraction	Arrêté Préfectoral du 04/12/2017, article CE 2	Sans objet
2	Cote d'extraction	Arrêté Préfectoral du 04/12/2017, article CE2-2	Sans objet
4	Mesures en faveur du paysage	Arrêté Préfectoral du 04/12/2017, article ME 1	Sans objet
5	Mesures en faveur de la flore	Arrêté Préfectoral du 04/12/2017, article ME 2-2	Sans objet
6	Distances limites	Arrêté Préfectoral du 04/12/2017, article SP2	Sans objet
7	Gestion des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 04/12/2017, article PE 1	Sans objet
8	Récolement mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 08/09/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas décelé de non-conformités majeures. L'action menée par l'exploitant sur l'aire de stationnement des engins permet la levée de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2017, article CE 2

Thème(s) : Risques accidentels, Extraction
Prescription contrôlée : [...] L'exploitation se déroule en 6 phases de 5 ans chacune, conformément aux plans de phasage annexés (cf. annexes 2 à 7).
Constats : L'extraction de la carrière est actuellement en phase 2 conformément au plan de phasage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cote d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2017, article CE2-2
Thème(s) : Risques accidentels, Extraction
Prescription contrôlée : La cote minimale en fond d'excavation est fixée à 875 m NGF. La hauteur maximale des fronts est limitée à 15 m et la largeur minimale des banquettes est de 15 m en phase d'exploitation.
Constats : La cote du carreau exploité lors de la phase 1 (actuellement en cours de remblaiement) est de 875m NGF. La cote actuelle (en phase 2) est de 904 mNGF. Les hauteurs de fronts sont inférieures à 15 mètres hormis pour un front "historique" identifié lors de la demande d'extension en 2017. Ce front est actuellement repris. Les banquettes sont supérieures à 15 mètres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2017, article CE 4
Thème(s) : Risques accidentels, Extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de la carrière d'échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés a minima :- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- la bande de 10 m à préserver à l'intérieur et en bordure du périmètre autorisé ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude NGF des

points significatifs ;- les pentes des pistes utilisées pour l'exploitation ;- Les zones remises en état.Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'inspection a consulté le plan daté de décembre 2023. Le rayon de 50 mètres n'est pas représenté. Les limites de l'autorisation ne sont pas clairement identifiées (confusion entre les limites de la précédente autorisation et suite à l'extension en 2017).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de revoir le plan en faisant figurer la bande de 50 mètres et en faisant apparaître de manière précise et claire le périmètre de l'autorisation conforme à son arrêté préfectoral en vigueur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Mesures en faveur du paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2017, article ME 1
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Prescription contrôlée : Un merlon [...], créé à partir de stériles d'exploitation, est mis en place dès la première phase d'exploitation en limites périphérique à la zone d'extraction et de la zone d'extension. Il est déplacé au fur et à mesure de l'exploitation. Ce merlon sera végétalisé, de manière à atténuer l'impact visuel de l'exploitation.
Constats : Un merlon végétalisé est mis en place à la limite de la zone d'extraction correspondant à la phase 1 (en limite de l'autorisation). Celui-ci est définitif. Un autre a également été constitué à limite d'extraction correspondant à la phase 2. Ce merlon est amené à être déplacé au fur et à mesure de l'extraction.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures en faveur de la flore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2017, article ME 2-2
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Prescription contrôlée :

<p>Les haies bocagères, détruites lors de l'exploitation sont reconstituées en bordure Nord, Nord-ouest du site d'exploitation avant destruction des haies existantes pour extension de la carrière, en vue de proposer un habitat de substitution aux espèces inféodées à ce milieu, au fur et à mesure pour la plantation des arbres et arbustes, et la haie centrale de l'exploitation sera restituée dès que possible. Cette reconstitution de haies sur 1147m est effectuée. Des segments de haies bocagères en limite de périphérie du site sont maintenus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé à la plantation de haies. Le linéaire de 1147m correspond à la plantation des nouvelles haies et à celles déjà existantes et non impactées par l'exploitation en zone Nord du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Distances limites

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2017, article SP2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bords des excavations de la carrière sont tenus à distance horizontale d'au moins :-10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant respecte la limite de 10 mètres entre le bord des excavations et le périmètre d'autorisation. Il procède au bornage systématique de sa zone d'extraction phase après phase.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Gestion des eaux de ruissellement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2017, article PE 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux de ruissellement des zones en exploitation du site ainsi que celle des pistes de l'exploitation sont dirigées vers un bassin de décantation [...]. La capacité de ce bassin est ajustée au fur et à mesure de l'exploitation afin que toutes les eaux de ruissellement du site soient</p>

traitées par décantation avant leur rejet dans le milieu naturel. Les bassins et les fossés de dérivation sont curés régulièrement.
Constats : Les eaux de ruissellement sont dirigées vers un premier bassin. Ces eaux sont ensuite soit pompées pour rejoindre un second bassin afin d'être utilisées dans le cadre d'arrosage des pistes soit rejetées au milieu naturel. Ces bassins ne nécessitent pas de curage (eaux claires).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Récolement mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/09/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : La société SAS BOIX et CIE exploitant d'une carrière sise au lieu-dit "Roc de la Liberté" sur la commune de Cantoin est mise en demeure de respecter : -les dispositions de l'article PE 4.1 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2017 dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté. <i>Article PE 4.1 : "le ravitaillement, le stationnement prolongé des engins (hors pelle hydraulique) et l'entretien des engins de chantier sont réalisés dans l'atelier de la carrière, équipé d'un sol bétonné et entouré d'un seuil."</i>
Constats : L'exploitant a mis en place une aire bétonnée dans son atelier dans lequel sont stationnés les engins. Cette aire est reliée au séparateur d'hydrocarbures.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure